

**Conseil de sécurité**

Distr. générale  
31 décembre 2024  
Français  
Original : anglais

---

**Lettre datée du 30 décembre 2024, adressée à la Présidente  
du Conseil de sécurité par le Président du Groupe de travail  
sur les opérations de maintien de la paix**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le rapport du Groupe de travail sur les opérations de maintien de la paix pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2024, tel qu'approuvé par ses membres.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et du rapport comme document du Conseil de sécurité.

Le Président,  
Groupe de travail sur les opérations de maintien de la paix  
(Signé) Joonkook **Hwang**



# **Rapport sur les activités menées par le Groupe de travail sur les opérations de maintien de la paix du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2024**

## **I. Introduction**

1. Le présent rapport a pour objet d'informer le Conseil de sécurité des activités menées par le Groupe de travail sur les opérations de maintien de la paix en 2024.

## **II. Questions d'organisation**

2. Le Groupe de travail sur les opérations de maintien de la paix a été créé en application de la déclaration du Président du Conseil de sécurité adoptée le 31 janvier 2001 ([S/PRST/2001/3](#)).

3. Le Représentant permanent de la République de Corée auprès de l'Organisation des Nations Unies, Joonkook Hwang, a été élu Président du Groupe de travail pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2024.

## **III. Résumé des activités menées par le Groupe de travail en 2024**

4. Le présent rapport récapitule les déclarations et interventions faites par les intervenants et les représentants d'États Membres au cours des réunions du Groupe de travail sur les opérations de maintien de la paix. Il n'a pas vocation à rendre compte d'un consensus au sein du Conseil de sécurité sur les questions de maintien de la paix.

### **A. Sécurité des soldats de la paix**

5. Le 10 mai, le Groupe de travail a tenu une réunion consacrée à la sécurité des soldats de la paix. Cette réunion avait pour objectif de promouvoir la coopération triangulaire entre le Conseil de sécurité, les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police et le Secrétariat en vue de l'amélioration de la coordination entre les partenaires du maintien de la paix.

6. La Directrice du Bureau de la coordination et des services partagés du Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix et du Département des opérations de paix, Fatemeh Ziai, a informé le Groupe de travail des efforts faits par le Secrétariat pour améliorer la sécurité des soldats de la paix, dans quatre grands domaines : l'établissement des responsabilités concernant les crimes commis contre des soldats de la paix ; la lutte contre la menace que représentent les engins explosifs improvisés ; la défense intégrée des bases des opérations de maintien de la paix ; l'utilisation de la technologie. Elle a exhorté le Groupe de travail à soutenir les efforts continus faits par le Secrétariat en vue d'améliorer la sécurité des soldats de la paix, notamment grâce à un appui politique, à des mesures de sensibilisation et à une aide technique et matérielle.

7. Dans leurs interventions ultérieures, les membres du Groupe de travail ont souligné l'importance d'amener les auteurs de crimes à l'encontre de soldats de la paix à répondre de leurs actes. À cet égard, une délégation a noté que les missions devaient améliorer la mise en commun d'informations et la coopération, et que le Secrétariat devait soutenir les efforts des pays hôtes et fournir des informations actualisées au Conseil de sécurité régulièrement et en temps voulu. Une autre

délégation a suggéré que le Groupe des Amis pour l'établissement des responsabilités concernant les crimes commis contre des membres du personnel de maintien de la paix pourrait contribuer à améliorer la compréhension de cette question et à approfondir le dialogue sur ce sujet en élargissant la portée des activités de sensibilisation. La délégation a également souligné que la question de l'établissement des responsabilités après la phase de transition des missions méritait une attention particulière. Certaines délégations ont salué les progrès réalisés depuis l'adoption de la résolution 2589 (2021) du Conseil de sécurité et les évolutions positives en République centrafricaine, en République démocratique du Congo, au Liban et au Mali, où plusieurs auteurs présumés ont été arrêtés.

8. Les membres ont pris acte de l'importance de lutter contre la menace posée par les engins explosifs improvisés et se sont prononcés en faveur de la poursuite de la coopération et de l'amélioration du matériel appartenant aux contingents. Ils ont souligné le rôle essentiel que joue le Conseil de sécurité pour ce qui est d'assurer la sûreté et la sécurité des soldats de la paix. Ils ont également souligné la nécessité d'un financement obligatoire pour les initiatives visant à garantir la sûreté et la sécurité des soldats de la paix. Ils ont en outre souligné l'importance de maintenir le budget consacré aux infrastructures pour pouvoir fournir des logements sûrs au personnel des missions, notant que des soldats de la paix avaient été logés dans des bases opérationnelles temporaires pendant de longues périodes.

9. Des membres ont pris acte de la montée de la désinformation et de la mésinformation dans le cadre des missions et ont engagé les opérations de maintien de la paix à coopérer plus étroitement avec les gouvernements hôtes pour traiter ce problème. Une délégation a suggéré que des mesures de communication stratégique proactive pourraient être un moyen efficace de prendre les devants et contrer les menaces pesant sur les soldats de la paix, les États hôtes et les populations locales.

10. Des délégations ont salué les efforts faits par le Secrétariat pour introduire de nouvelles technologies dans les missions et se sont félicitées de l'adoption de Unite Aware. Une délégation a souligné que les spécificités des environnements dans lesquels évoluent les missions devraient être prises en compte lors de l'adoption de nouvelles technologies. Une délégation a souligné que les nouvelles technologies devaient être sûres et fiables et que les missions devaient garantir la sécurité des données et respecter la souveraineté des États. Certains participants ont souligné l'importance de la formation préalable au déploiement et ont engagé les États Membres, y compris les membres du Conseil de sécurité, à envisager de fournir un soutien en la matière aux pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police, par l'intermédiaire du Secrétariat ou de manière bilatérale. Une délégation a indiqué qu'elle avait intégré des activités de sensibilisation aux risques liés aux explosifs dans ses programmes de formation sur le programme de partenariat triangulaire pour les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police. La délégation a exprimé son soutien à la création de bases intégrées et à l'installation de camps intelligents dans toutes les missions. Une autre délégation a souligné l'importance de la question de la sécurité des soldats de la paix dans un contexte marqué par l'utilisation malveillante des nouvelles technologies.

11. Répondant aux observations et aux questions, M<sup>me</sup> Ziai a expliqué, en ce qui concerne les capacités des missions en matière de ressources humaines pour la transformation numérique, que dans la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) et la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre, la plupart des postes occupés par le personnel spécialisé étaient financés grâce à des ressources extrabudgétaires, mais que ce financement était temporaire et que les ressources étaient limitées.

12. En ce qui concerne la mise en service de Unite Aware à MINUSCA, M<sup>me</sup> Ziai a dit que le Siège fournissait des services d'experts en données afin d'aider la Mission à tirer parti de Unite Aware pour répondre à ses besoins, liés notamment à la planification des patrouilles, à l'appréciation de la situation, à la gestion des données et à la mise en commun d'informations au sein de la Mission.

13. S'agissant du soutien nécessaire pour garantir l'établissement des responsabilités pour les crimes commis contre les soldats de la paix dans les contextes où les missions ont achevé leur mandat, Charles Briefel, spécialiste hors classe des politiques pour l'État de droit au sein du Service des questions judiciaires et pénitentiaires du Bureau de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité (Département des opérations de paix), a déclaré qu'au Mali, par exemple, 10 enquêtes restaient ouvertes après la fermeture de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali. En République démocratique du Congo, étant donné que les capacités en criminalistique nécessaires pour soutenir les enquêtes du Gouvernement hôte ne seraient plus disponibles après la fermeture de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO), il fallait chercher d'autres moyens de continuer à fournir ces services d'experts. Pour garantir l'établissement des responsabilités dans de tels contextes, il était également nécessaire de suivre l'évolution des dossiers grâce à la base de données sur l'établissement des responsabilités pour les crimes commis contre les soldats de la paix. Le Groupe des Amis pour l'établissement des responsabilités concernant les crimes commis contre des membres du personnel de maintien de la paix, qui est composé de 40 États Membres, serait un bon choix pour assurer un soutien continu en la matière.

14. Le Secrétariat a soumis des réponses écrites au point de la situation concernant l'enquête sur l'incident au cours duquel un hélicoptère de la MONUSCO a été abattu en plein vol dans l'est de la République démocratique du Congo, qui a entraîné la mort de plusieurs soldats de la paix. Il a indiqué qu'une enquête judiciaire avait été ouverte par les autorités judiciaires militaires congolaises et que la MONUSCO avait continué de suivre la situation et de répondre aux demandes d'informations. Le 22 octobre 2022, le procureur a demandé à la MONUSCO de lui soumettre des rapports techniques, médicaux et autres. La Mission a communiqué au procureur des extraits du rapport de la commission d'enquête et les certificats de décès de toutes les victimes par l'intermédiaire de notes verbales datées du 4 mai et du 24 août 2023. La Mission a continué de se concerter avec le procureur militaire sur la marche à suivre.

15. En ce qui concerne la livraison en temps voulu du matériel appartenant aux contingents, en particulier à Abyei, le Secrétariat a relevé une série de problèmes concomitants qui ont entraîné des retards dans l'arrivée de ce matériel depuis la reconfiguration de la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei (FISNUA) en une force multinationale. Le récent conflit au Soudan a rendu impraticable l'itinéraire passant par le nord du pays, ce qui fait que toutes les livraisons de matériel appartenant aux contingents passant par le Soudan ont dû être arrêtées et déroutées. L'itinéraire sud passant par le Soudan du Sud restait le seul moyen de transporter ce matériel depuis avril 2023. Les convois empruntant cet itinéraire ont été ralentis par diverses difficultés. Récemment, depuis le 28 avril, les forces militaires du Gouvernement hôte ont retenu 57 camions transportant du matériel de pays fournisseurs de contingents à Nesitu, à proximité de Juba, ce qui a entraîné des coûts importants et croissants pour la FISNUA. Aucune raison valable n'a été fournie pour justifier la saisie du matériel. Au premier trimestre de 2024, plusieurs convois ont vu leurs déplacements entravés, car ils attendaient d'obtenir une garantie de sécurité du Gouvernement hôte avant de traverser le Soudan du Sud jusqu'à Abyei. Cette question a été résolue en avril 2024.

16. Par ailleurs, le 1<sup>er</sup> mars 2024, le Gouvernement hôte a mis en place un nouveau mécanisme de suivi informatique des marchandises, accompagné de frais, dont l'utilisation a été rendue obligatoire pour toutes les cargaisons entrant dans le pays, ce qui a entraîné une augmentation des temps d'attente pour ces cargaisons.

17. Pour assurer la sécurité du personnel et du matériel, il a été nécessaire d'escorter les convois transportant du matériel appartenant aux contingents, en particulier entre Wau, le Soudan du Sud et la région d'Abyei. Cela a nécessité une coordination entre la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS) et la FISNUA, et la MINUSS a transféré à la FISNUA la responsabilité de fournir ces escortes. La mise en commun d'informations entre la MINUSS, la FISNUA et le Gouvernement du Soudan du Sud sur les modalités des escortes des convois a pris environ deux semaines, ce qui a entraîné des retards dans le transport du matériel appartenant aux contingents de Wau à Abyei. De plus, la participation de sous-traitants à la planification des escortes des convois a été limitée et a parfois posé des problèmes. Toutefois, ces questions ont été résolues.

18. Entre fin 2023 et début 2024, une quantité importante de matériel appartenant aux contingents a été retenue à Mombasa par l'Autorité fiscale du Kenya, ce qui a entraîné l'accumulation de frais jusqu'à ce qu'une dérogation puisse être obtenue. Cette question a été résolue lorsque l'autorisation nécessaire a été délivrée en mars 2024. De plus, certains prestataires de services de fret n'ont pas respecté les normes de l'ONU, ce qui, dans certains cas, a contribué à allonger les délais de livraison. Le mauvais état des routes pendant la saison des pluies, qui dure environ de juin à décembre au Soudan du Sud, a compliqué l'acheminement du matériel appartenant aux contingents. Tout le matériel appartenant aux contingents doit généralement être déplacé durant une période qui ne dure que trois à quatre mois. Le fait d'avoir manqué ce créneau en raison de problèmes logistiques et autres a entraîné des retards importants et inévitables.

19. En ce qui concerne les mesures prises ou prévues pour soutenir les soldats de la paix blessés, le Secrétariat a expliqué que, conformément aux résolutions de l'Assemblée générale, l'Organisation fournit une indemnité en cas de décès ou d'invalidité, y compris dans les cas liés aux troubles de stress post-traumatiques, des membres du personnel en tenue qui ont été déployés dans le cadre d'opérations de paix de l'ONU. Les demandes d'indemnisation soumises par les États Membres ont été traitées selon les procédures établies dans la section II du rapport du Secrétaire général sur l'indemnisation en cas de décès ou d'invalidité (A/52/369), approuvé par l'Assemblée dans sa résolution 52/177.

20. Dans cette résolution, l'Assemblée a prié le Secrétaire général de faire en sorte que les demandes d'indemnisation en cas de décès ou d'invalidité soient réglées dans les meilleurs délais et, en tout état de cause, dans les trois mois qui suivent la date de présentation de la demande. L'Assemblée avait fixé un taux unique pour l'indemnité payable en cas de décès, qu'elle a par la suite revu à la hausse, dernièrement dans sa résolution 72/285, le portant à 77 000 dollars. Le montant de l'indemnité en cas d'invalidité correspond à un pourcentage de l'indemnité en cas de décès, déterminé en fonction du degré de perte fonctionnelle définitive subie.

## **B. Enseignements tirés des transitions opérées dans le contexte des opérations de maintien de la paix des Nations Unies**

21. Le 20 août, le Groupe de travail a organisé une réunion conjointe avec le Groupe de travail spécial du Conseil de sécurité sur la prévention et le règlement des conflits en Afrique pour se pencher ensemble sur les enseignements tirés des transitions opérées dans le contexte des opérations de maintien de la paix des Nations Unies. La

réunion était présidée par la République de Corée et le Mozambique, en leur qualité de Présidents des Groupes de travail.

22. Les Groupes de travail ont entendu des exposés de la Chef du Service des politiques et des meilleures pratiques en matière d'opérations de paix à la Division des politiques, de l'évaluation et de la formation, Flaminia Minelli, du Directeur adjoint de la Division de l'Afrique centrale et de l'Afrique australe, Ugo Solinas, et du Directeur adjoint de la rédaction de Security Council Report, Dawit Yirga.

23. M<sup>me</sup> Minelli a souligné que, pour assurer des transitions sûres et durables, un fort soutien du Conseil de sécurité, le consentement de l'État hôte et des stratégies inclusives associant diverses parties prenantes étaient nécessaires. En ce qui concerne la transition en République démocratique du Congo, M. Solinas a mis en avant l'importance d'une planification et d'une coordination minutieuses, d'un dialogue soutenu avec le Gouvernement hôte, du renforcement de l'autorité de l'État pendant la transition et du renforcement des capacités des forces nationales de défense et de sécurité et des autorités locales afin d'assurer une paix et un développement durables. Il a noté que, malgré certains progrès, le pays était toujours aux prises avec des difficultés, notamment en ce qui concerne la protection des populations civiles et la lutte contre les groupes armés. Il était donc nécessaire que l'appui international et la participation active du Conseil de sécurité se poursuivent pour préserver les acquis de la consolidation de la paix et assurer une transition réussie. M. Yirga a fait part de cinq constatations clés issues de recherches récentes, à savoir : l'importance de planifier des interventions d'urgence dans les scénarios à haut risque ; la nécessité de donner la priorité à la protection des populations civiles pendant les transitions ; la nécessité d'une forte implication du pays hôte ; le rôle crucial joué par les équipes de pays des Nations Unies pour pérenniser la paix après la transition ; la nécessité d'ouvrir la planification des transitions pour y associer des organisations régionales telles que l'Union africaine.

24. Au cours de la discussion qui a suivi, les membres du Groupe de travail ont souligné qu'il importait que les processus de transition soient coordonnés et que l'édification d'une paix durable se fasse dans une démarche inclusive, dans laquelle les États hôtes joueraient un rôle de premier plan.

25. Certains membres ont préconisé de faire régulièrement le point des transitions concernant toutes les opérations de paix des Nations Unies, notamment celles qui avaient été effectuées durant les 24 mois précédents, comme prévu dans la résolution [2594 \(2021\)](#) du Conseil de sécurité, et d'appliquer systématiquement les meilleures pratiques en matière de gestion des transitions, en s'appuyant sur la vaste expérience de l'ONU. Ils ont également recommandé d'associer l'État hôte et les populations locales aux opérations de paix, d'adopter une approche tenant compte des questions de genre et d'assurer la collaboration entre les équipes de pays des Nations Unies, les autorités nationales et les partenaires internationaux pour soutenir les efforts de paix après le départ des missions. Ils ont souligné l'importance de la résolution [2719 \(2023\)](#) du Conseil de sécurité et ont demandé que les missions fassent preuve de souplesse et s'adaptent aux fluctuations de la situation dans l'État hôte.

26. Certains membres ont demandé que des ressources suffisantes soient allouées, y compris par d'éventuelles augmentations temporaires des effectifs de la police des Nations Unies, selon ce que prévoient les mandats, pour aider les États hôtes à maintenir l'ordre public pendant les transitions, et qu'une formation spécialisée, en particulier sur la protection des civils et les droits humains, soit dispensée lors du transfert des responsabilités aux forces nationales.

27. Plusieurs membres ont demandé que les opérations de maintien de la paix soient dotées de mandats clairs et de plans de retrait soigneusement élaborés, assortis de critères réalistes et qui mettent l'accent sur la sécurité des soldats de la paix. Il a

également été souligné qu'il fallait renforcer la coopération avec les pays hôtes et investir davantage dans la communication stratégique avec les populations locales, et que les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police jouaient un rôle important durant les phases de transition.

28. Certains membres ont fait ressortir qu'il importait de s'attaquer aux causes profondes des conflits et d'entretenir de bonnes relations avec les États hôtes, en s'attachant à cultiver la confiance et la compréhension mutuelles. Certains membres ont exhorté la Commission de consolidation de la paix à répondre aux besoins à long terme des pays après la transition, conformément aux pratiques établies dans la résolution 1645 (2005) du Conseil de sécurité et la résolution 60/180 de l'Assemblée générale. Revenant sur les observations qui avaient été faites, M. Solinas a souligné l'importance cruciale de la cohésion entre les États hôtes, les soldats de la paix et les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police, en particulier dans les situations instables. M<sup>me</sup> Minelli a souligné qu'il était difficile de planifier efficacement et de coordonner les interventions sur le terrain, car la théorie différait de la pratique. Elle a insisté sur l'importance d'améliorer l'efficacité et a noté que la mission principale de la Division des politiques, de l'évaluation et de la formation était de combler le fossé entre théorie et pratique. M. Yirga a souligné qu'il importait de tenir compte des défis auxquels étaient confrontées les forces régionales et que celles-ci n'étaient pas toujours la solution idéale. Il a également attiré l'attention sur le rôle crucial du Groupe de travail du Conseil de sécurité sur les opérations de maintien de la paix.

#### IV. Conclusion

29. La Présidente du Groupe de travail sur les opérations de maintien de la paix a noté que la réunion convoquée par le Groupe de travail pour discuter de la sécurité des soldats de la paix et la réunion conjointe convoquée avec le Groupe de travail spécial du Conseil de sécurité sur la prévention et le règlement des conflits en Afrique pour discuter des enseignements tirés des transitions opérées dans le contexte des opérations de maintien de la paix des Nations Unies avaient été utiles et avaient permis de faciliter la mise en commun d'informations entre les membres du Conseil de sécurité, les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police et les fonctionnaires du Secrétariat. Par l'intermédiaire du Groupe de travail sur les opérations de maintien de la paix, toutes les parties prenantes ont pu renforcer leurs partenariats et traiter des problèmes transversaux dans le domaine du maintien de la paix. La Présidente a ainsi recommandé que le Groupe de travail poursuive ses importants travaux en 2025, conformément au mandat qui lui a été confié par le Conseil de sécurité.